
[Aidez-nous à stopper la progression des monocultures de palmier à huile au Gabon !](#)

Nous avons besoin de votre appui! Nous appelons les organisations, groupes, réseaux et mouvements à signer cette pétition en solidarité avec les communautés gabonaises menacées par les plantations d'OLAM / SOTRADER. Vous pouvez adhérer jusqu'au jeudi 19 septembre.

OLAM est une grande société transnationale d'agrobusiness basée à Singapour et active dans plus de 70 pays. En 2010, OLAM s'est associée au gouvernement du Gabon pour établir d'immenses monocultures industrielles de palmier à huile et de caoutchouc sur une superficie totale de 500 000 hectares dans ce pays d'Afrique centrale qui possède de vastes forêts. Pour réaliser leurs projets, OLAM et le gouvernement du Gabon ont créé plusieurs entreprises, notamment SOTRADER.

Des dizaines de communautés vivent sur les terres que le gouvernement a accordées en concession à OLAM. Elles dépendent des forêts et des savanes pour pratiquer leur mode de vie basé sur l'agriculture, la chasse, la cueillette et la pêche. Depuis qu'OLAM a commencé ses activités, l'entreprise et ses monocultures ont causé une grande destruction du territoire des communautés, un territoire qu'elle clôture de plus en plus.

Les communautés de Ferra et de Nanga, dans le sud du Gabon, ont décidé de s'unir pour s'opposer à l'expansion des plantations d'OLAM. Elles ont rédigé une pétition dans laquelle elles déclarent qu'elles n'acceptent pas que l'entreprise envahisse une nouvelle partie de leur territoire traditionnel sur la rive gauche de la rivière Dola située très près des communautés. Elles remettront la pétition aux autorités et à l'entreprise la veille de la Journée internationale de lutte contre les monocultures d'arbres, le 21 septembre.

Les communautés de Ferra et de Nanga demandent votre appui. S'il vous plait, signez la pétition ci-dessous en solidarité avec la juste revendication de ces communautés pour récupérer leur territoire traditionnel, dont elles ont absolument besoin pour maintenir leur mode de vie aujourd'hui et dans l'avenir !

En solidarité,
L'équipe du WRM

PÉTITION : Contre l'occupation des terres des communautés de NANGA et FERRA

NON à la mise en œuvre des plantations de palmiers à huile par les sociétés Olam/SOTRADER du côté de la rivière Dola (à gauche en partant de Mouila). Les communautés de Nanga et Ferra s'opposent

Dans le cadre de la diversification de son économie et dans l'objectif d'atteindre l'autosuffisance

alimentaire et résorber le chômage galopant, le Gabon a lancé en 2015 un Programme ambitieux dénommé GRAINE. Sur le terrain ce programme a été confié à la SOTRADER, un partenariat public privé entre l'Etat gabonais et la multinationale Olam Palm Gabon pour sa mise en œuvre.

Dans la province de la Ngounié, GRAINE s'est établi à Ndendé où la SOTRADER a installé son siège et initié le développement des cultures vivrières et surtout acquis une concession de 58.400 hectares de surface pour le développement des plantations de palmiers à huile sous la couverture des communautés locales à travers la mise en place des coopératives agricoles et par un consentement libre informé et préalable influencé par les personnalités politico-administratives. Situées au cœur de cette concession, les communautés de Nanga et Ferra y sont totalement enclavées. A cet effet, elles regrettent de constater la précarité dans laquelle elles se retrouvent :

- Les forêts et la biodiversité, creuset de nos valeurs traditionnelles où nous tirons l'essentiel de nos ressources économiques et culturelles sont littéralement détruites, avec accès limité, toute chose pouvant aggraver les conséquences liées aux changements climatiques ;

-Les terres souvent exploitées pour nourrir nos familles et communautés nous sont arrachées. La nourriture devient rare et la famine s'installe progressivement ;

-Les belles promesses faites aux communautés ne sont jamais tenues.

Nous, habitant des villages Ferra et Nanga, exigeons à la multinationale OLAM et à SOTRADER, de nous rétrocéder nos terres situées du côté gauche (en venant de Mouila) où passe la rivière Dola, afin de continuer à jouir de nos droits d'usage coutumiers pour nos activités de production, de cueillette et d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire de nos communautés tel que reconnu dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Nous devons décider nous-mêmes de l'utilisation de nos terres.

[emailpetition id="8"]